



Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 5 mars 2007

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Étude : Tendances de l'emploi dans la fonction publique fédérale, 1995 à 2006	2
Même s'ils sont un peu moins nombreux, les fonctionnaires fédéraux occupent des emplois plus souvent axés sur le savoir qu'au milieu des années 1990. De plus, un plus grand nombre de femmes que d'hommes se sont joint à la fonction publique, et l'âge moyen des fonctionnaires est en hausse et est aussi plus élevé en moyenne que celui de l'ensemble des travailleurs canadiens.	
Investissement en construction résidentielle, année 2006 et quatrième trimestre de 2006	4
Investissement en construction de bâtiments non résidentiels, quatrième trimestre de 2006	5
Statistiques des télécommunications, troisième trimestre de 2006	5
Transport de pétrole brut et de produits pétroliers raffinés par pipeline, novembre 2006	7
Papier-toiture asphalté, janvier 2007	7
Nouveaux produits	8



Communiqués

Étude : Tendances de l'emploi dans la fonction publique fédérale

1995 à 2006

Même s'ils sont un peu moins nombreux, les fonctionnaires fédéraux occupent des emplois plus souvent axés sur le savoir qu'au milieu des années 1990, selon une nouvelle étude.

De plus, un plus grand nombre de femmes que d'hommes se sont joint à la fonction publique, et l'âge moyen des fonctionnaires est en hausse et est aussi plus élevé en moyenne que celui de l'ensemble des travailleurs canadiens.

En mars 2006, un peu plus de 380 700 personnes travaillaient pour le gouvernement fédéral. Il s'agit d'une légère baisse par rapport à près de 382 000 en mars 1995.

Cependant, au cours de cette période de 11 ans, le nombre de fonctionnaires fédéraux a d'abord diminué pour ensuite augmenter.

Depuis que ce nombre a atteint un creux d'environ 326 500 en mars 1999, l'emploi dans la fonction publique a augmenté à un taux de croissance annuel moyen de 2,2 %.

Dans la présente étude, on utilise les données de l'administration publique centrale (APC) afin d'établir un profil d'une partie des employés la fonction publique et de le comparer avec celui des travailleurs canadiens en général.

L'administration publique centrale est davantage axée sur le savoir

L'évolution technologique du milieu de travail a eu des répercussions sur le gouvernement fédéral. Après une légère baisse initiale, on a constaté une croissance régulière du nombre d'employés dans les catégories des professions du savoir, en même temps qu'un net recul dans les professions qui n'entrent pas dans ces catégories.

En 2006, les travailleurs du savoir, comme les scientifiques ou les professionnels, ainsi que les spécialistes des systèmes informatiques, représentaient 58 % de l'ensemble des fonctionnaires fédéraux de l'APC. Au milieu des années 1990, cette proportion n'était que de 41 %.

En 2006, on estime que les catégories de l'APC axées sur le savoir comptaient 102 700 personnes. Il s'agit d'une augmentation globale de

Note aux lecteurs

Le présent communiqué est fondé sur l'étude figurant dans le plus récent numéro de la série Analyse en bref, une publication en ligne de Statistique Canada qui se penche sur des enjeux socioéconomiques d'actualité. On y présente un profil de la fonction publique en utilisant les données d'un fichier de l'administration publique centrale ou APC. L'APC est formée du personnel du gouvernement fédéral, à l'exclusion de la Gendarmerie Royale du Canada, des Forces armées canadiennes et des agences distinctes comme l'Agence du revenu du Canada. Les chiffres concernant l'emploi au gouvernement fédéral proviennent du Programme de l'emploi dans le secteur public.

Aux fins de la présente analyse, certaines catégories professionnelles sont considérées comme des professions du savoir. Ces catégories telles que définies dans l'APC sont : la catégorie scientifique et professionnelle, les spécialistes des systèmes informatiques, le personnel de programmes et d'administration, la direction ainsi que l'administration et le service extérieur.

Les professions faisant moins appel au savoir sont celles de la catégorie du service opérationnel, technique et du soutien administratif.

Plus précisément, les catégories professionnelles faisant moins appel au savoir comprennent les groupes des secrétaires, des sténographes et des dactylographes, du soutien technologique et scientifique, du soutien des sciences sociales, des techniciens généraux, des services correctionnels, des manoeuvres et hommes de métier, des services divers et le groupe des commis aux écritures et aux règlements.

quelque 25 400 personnes par rapport au total de 77 300 en 1995. En fait, ce chiffre a décliné pour se situer à un peu plus de 69 000 entre 1995 et 1998, pour rebondir rapidement par la suite.

Par ailleurs, la proportion d'emplois dans les catégories professionnelles moins axées sur le savoir est en baisse depuis 1995. On constate que c'est dans ces groupes que les travailleurs et travailleuses ont quitté le gouvernement fédéral en masse entre 1995 et 1999.

L'emploi dans les catégories professionnelles moins axées sur le savoir a chuté d'un peu plus de 35 600 personnes pour passer de 106 000 en 1995 à tout juste au-dessus de 70 600 en 2006.

Un plus grand nombre de femmes dans l'administration publique centrale

La proportion de femmes dans l'APC a crû continuellement entre 1995 et 2006. En fait, depuis 1999, les femmes sont plus nombreuses que les hommes au sein de l'APC.

Par contre, les hommes sont toujours en majorité en milieu de travail. Cependant, l'écart entre la proportion des travailleurs et des travailleuses s'est lentement rétréci.

En 1995, les femmes ayant un emploi ont représenté une proportion de près de 46 % des Canadiens occupés. En 2006, cette proportion est passée à plus de 47 %.

Par contre, les femmes constituaient la majorité (54 %) du personnel de l'APC en 2006, soit une augmentation par rapport à seulement 46 % en 1995.

Entre 1995 et 1997, plus d'hommes que de femmes ont quitté l'APC. Par ailleurs, cette situation s'est inversée depuis 1998, alors que les femmes ont été plus nombreuses à quitter l'APC.

Cependant, on peut noter que plus de femmes que d'hommes se sont joint à l'APC pendant cette période de 11 ans.

L'administration publique centrale est plus «vieille» que la main-d'oeuvre dans son ensemble

Le personnel de l'APC est beaucoup plus âgé que la main-d'oeuvre en général, selon trois mesures différentes : l'âge moyen, l'âge médian (par âge médian, on entend qu'une moitié est plus âgée que l'âge médian et l'autre, moins âgée) ainsi que la proportion de travailleurs de 45 ans et plus.

Le vieillissement de la main-d'oeuvre et le départ imminent à la retraite de la génération du baby-boom sont devenus de plus en plus préoccupants ces dernières années. Ces travailleurs peuvent jouer un rôle clé en ce qui concerne le transfert de la mémoire institutionnelle, et ils possèdent une expérience et un savoir qui risquent d'être essentiels dans une économie du savoir.

L'âge médian de tous les travailleurs augmente et ce, tant pour le personnel de l'APC que pour la population en générale. Cependant, l'âge médian des

travailleurs et des travailleuses de l'APC était nettement plus élevé que celui des travailleurs et des travailleuses de la main-d'oeuvre dans son ensemble.

L'âge médian des femmes travaillant à l'APC est passé de 40 ans en 1995 à 44 ans en 2006 et, chez les hommes, de 44 ans à 46 ans.

L'âge médian est passé de 37 ans en 1995 à 40 ans en 2006 chez les femmes canadiennes ayant un emploi et de 38 ans à 40 ans chez les hommes.

De plus, les personnes de 45 ans et plus représentaient un peu plus de la moitié (52 %) des travailleurs de l'APC en 2006 par comparaison avec un peu moins de 39 % pour l'ensemble des Canadiens qui occupent un emploi.

Définitions, sources de données et méthodes

Pour obtenir une description plus détaillée de la définition de l'emploi dans le secteur public et de la façon dont on fait le rapprochement entre les présentes données et celles qui proviennent d'autres sources d'information, veuillez consulter le document intitulé *Réconciliation des estimations de l'emploi du secteur public provenant de différentes sources d'information* en cliquant sur le numéro d'enquête 1713 figurant ci-dessous.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1713.

L'article analytique intitulé «Tendances de l'emploi dans la fonction publique fédérale», qui fait partie de la série *Analyse en bref* (11-621-MWF2007053, gratuite), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Peter Elliott au 613-951-4551, Division des institutions publiques. ■

Investissement en construction résidentielle

Année 2006 et quatrième trimestre de 2006

Le total des investissements en construction résidentielle en 2006 a augmenté de 8,5 % par rapport à l'année précédente pour atteindre 79,8 milliards de dollars. Chacune des trois composantes des investissements de la construction résidentielle a affiché des hausses (les logements neufs, les rénovations et les coûts d'acquisition). Il s'agissait d'une huitième augmentation annuelle consécutive et d'un nouveau sommet.

Les principaux facteurs qui ont contribué à la forte demande de logements ont été l'économie dynamique dans l'Ouest canadien ainsi que la migration interprovinciale, l'accroissement de l'emploi, l'immigration internationale et les taux hypothécaires encore relativement peu élevés. La croissance du prix des maisons a aussi joué un rôle important dans l'augmentation du montant des investissements, les mises en chantier demeurant presque inchangées.

L'investissement dans les logements neufs représente la plus grande contribution (en dollars), ayant affiché une progression de 9,2 % pour atteindre 40,7 milliards de dollars. Les investissements dans les maisons unifamiliales, qui ont crû de 9,4 % pour atteindre 25,5 milliards de dollars, et dans les appartements et logements en copropriété, qui ont augmenté de 13,2 % pour atteindre 9,3 milliards de dollars, ont été les deux piliers de la croissance de cette composante.

En 2006, l'Indice des prix des logements neufs a affiché une augmentation annuelle de 10,2 % (la composante logement seulement) dans le niveau des prix de vente des entrepreneurs pour les nouvelles maisons résidentielles. En fait, en dollars constants, l'investissement dans les nouveaux logements unifamiliaux était seulement 0,1 % plus élevé qu'en 2005, et la croissance de l'investissement dans les nouveaux appartements et logements en copropriété totalisait 5,1 %.

La composante des rénovations a enregistré une croissance de 8,7 %, ayant atteint 32,0 milliards de dollars, ce qui représente 40,1 % du total des investissements en construction résidentielle en 2006.

En 2006, les coûts d'acquisition représentaient 8,9 % du total des investissements ou 7,1 milliards de dollars, en hausse de 4,1 % par rapport à 2005.

Par ailleurs, neuf provinces ont enregistré une hausse sur le plan des investissements comparativement à 2005, tandis que l'Île-du-Prince-Édouard a affiché une diminution

(-2,7 %). L'Alberta et la Colombie-Britannique, qui ont connu des augmentations respectives de 26,8 % et de 18,0 %, affichaient une nette avance. Les hausses observées en Alberta provenaient de l'investissement dans les nouvelles maisons unifamiliales (+39,7 % pour atteindre 6,2 milliards de dollars), tandis que l'ascension en Colombie-Britannique dépendait des investissements dans les maisons unifamiliales (+25,8 % pour atteindre 3,8 milliards de dollars) et des investissements dans les appartements et logements en copropriété (+30,1 % pour atteindre 2,5 milliards de dollars).

À l'exception de l'Alberta et de la Colombie-Britannique, le total des investissements se chiffrait à 54,6 milliards de dollars, en hausse de 3,2 % par rapport à 2005; l'investissement dans les logements neufs était en baisse de 0,7 %, se chiffant à 25,2 milliards de dollars, tandis que l'investissement dans les rénovations était en hausse de 8,6 % et atteignait 24,7 milliards de dollars.

Le total des investissements au Québec a affiché une augmentation de 1,2 %, laquelle s'explique par les effets compensateurs d'une progression dans les rénovations (+8,3 % pour atteindre 8,0 milliards de dollars) et par une importante diminution des investissements dans les maisons unifamiliales (-6,9 % pour atteindre 4,4 milliards de dollars).

En Ontario, l'investissement global dans les logements neufs est resté relativement stable, mais une hausse de 9,0 %, ou de 1 milliard de dollars, des investissements dans les rénovations a fait augmenter le total des investissements résidentiels, lequel a atteint 29,4 milliards de dollars, en hausse de 3,8 % comparativement à 2005.

Au cours du quatrième trimestre de 2006, l'investissement en construction résidentielle a atteint 20,4 milliards de dollars, en hausse de 7,4 % comparativement au quatrième trimestre de 2005. L'investissement en rénovations a connu une croissance de 8,2 % pour atteindre 8,0 milliards de dollars, tandis que l'investissement dans les logements neufs s'est accru de 8,1 % pour atteindre 10,6 milliards de dollars. Les investissements découlant des coûts d'acquisition sont restés essentiellement inchangés par rapport au quatrième trimestre de 2005, se chiffant à 1,8 milliard de dollars.

Nota : L'investissement en construction résidentielle se divise en trois composantes principales. La première est la construction résidentielle neuve, qui comprend les logements unifamiliaux, les maisons jumelées, les maisons en rangée et les appartements, les chalets, les maisons mobiles et les unités additionnelles de logements créées à partir d'anciens immeubles non

résidentiels ou d'autres types d'immeubles résidentiels (les transformations).

Les rénovations forment la deuxième composante de l'investissement en construction résidentielle. Cette composante est constituée des améliorations et des modifications apportées à des logements existants. La troisième composante fait référence aux coûts d'acquisition, qui désignent la valeur des services liés à la vente de logements neufs. Ces coûts comprennent la taxe de vente, les frais de développement de terrain et les services, ainsi que les frais d'étude de dossier pour fins d'assurance hypothécaire et la prime s'y rattachant.

L'exclusion des coûts de transferts de propriété du total de l'investissement présenté dans ce communiqué et dans le tableau CANSIM 026-0013 fait en sorte que

les chiffres diffèrent de ceux publiés dans les *Comptes économiques nationaux* (tableau CANSIM 380-0010).

Données stockées dans CANSIM : tableau 026-0013.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5016.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au 613-951-2025 (bdp_information@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.

Investissement en construction résidentielle

Provinces et territoires	Quatrième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2005 au quatrième trimestre de 2006	2005	2006	2005 à 2006
	en millions de dollars		variation en %	en millions de dollars		variation en %
Canada	18 970,9	20 373,8	7,4	73 574,9	79 844,1	8,5
Terre-Neuve-et-Labrador	243,2	247,4	1,7	994,4	1 036,8	4,3
Île-du-Prince-Édouard	61,6	58,2	-5,5	242,1	235,5	-2,7
Nouvelle-Écosse	486,8	463,0	-4,9	1 768,3	1 846,3	4,4
Nouveau-Brunswick	340,0	359,3	5,7	1 305,2	1 356,4	3,9
Québec	3 898,6	4 209,3	8,0	17 077,5	17 286,3	1,2
Ontario	7 377,8	7 638,4	3,5	28 296,9	29 362,3	3,8
Manitoba	417,3	435,8	4,4	1 635,3	1 770,6	8,3
Saskatchewan	404,7	389,0	-3,9	1 335,9	1 468,7	9,9
Alberta	2 751,5	3 351,5	21,8	9 673,7	12 269,0	26,8
Colombie-Britannique	2 929,0	3 159,1	7,9	10 993,1	12 976,0	18,0
Yukon	41,2	33,3	-19,0	130,5	129,4	-0,9
Territoires du Nord-Ouest	11,7	14,1	21,0	87,2	60,0	-31,2
Nunavut	7,7	15,4	101,4	34,8	46,7	34,3

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Investissement en construction de bâtiments non résidentiels

Quatrième trimestre de 2006 (données révisées)

À la suite de la diffusion du quatrième trimestre des comptes économiques et financiers nationaux, il est maintenant possible d'obtenir les estimations révisées pour l'année 2006 des investissements en construction de bâtiments non résidentiels.

Données stockées dans CANSIM : tableau 026-0016.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5014.

Pour obtenir des données ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité

des données, communiquez avec Michel Labonté au 613-951-9690 (bdp_information@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.

Statistiques des télécommunications

Troisième trimestre de 2006

Pour la première fois de son histoire, l'industrie du sans fil a réalisé des bénéfices d'exploitation de plus d'un milliard de dollars.

Les bénéfices d'exploitation ont atteint 1,2 milliard de dollars au troisième trimestre de 2006, en hausse de 34,4 % par rapport à la période correspondante en 2005.

Ce bond des bénéfices d'exploitation résulte de l'effet combiné de la croissance rapide de 16,4 % des

revenus d'exploitation et de l'augmentation beaucoup moins prononcée de 8,8 % des frais d'exploitation.

Au troisième trimestre de 2006, les revenus d'exploitation du sans fil ont atteint 3,4 milliards de dollars, et les frais d'exploitation, 2,2 milliards de dollars.

L'ajout de nouveaux clients explique en bonne partie la croissance robuste des revenus du sans fil. On comptait 17,6 millions d'abonnés au sans fil au 30 septembre 2006, soit 1,6 million ou 10,1 % de plus qu'un an auparavant.

Ces abonnés ont également utilisé davantage leurs appareils et dépensé plus pour leurs services, permettant ainsi à l'industrie de dégager des revenus supplémentaires. Les revenus moyens par abonné ont ainsi grimpé de 5,7 % en un an, passant de 180,60 \$ au troisième trimestre de 2005 à 190,80 \$ au troisième trimestre de 2006.

Alors que le marché du sans fil a continué sur sa lancée, celui des télécommunications classiques par fil a poursuivi son déclin, surtout dans le marché résidentiel.

À la fin du troisième trimestre de 2006, 11,4 millions de lignes résidentielles classiques étaient branchées au réseau, soit 6,5 % de moins qu'à la même date un an plus tôt. En un an donc, le nombre de lignes résidentielles classiques a dégringolé de 788 000. L'essentiel de cette perte a été comblé par les grands câblodistributeurs qui ont recruté au cours de cette période environ 740 000 clients pour leurs services de téléphonie par câble.

La perte de clients résidentiels a continué d'entraîner à la baisse les revenus des exploitants traditionnels de réseaux par fil. Ceux-ci sont passés de 5,6 milliards de dollars au troisième trimestre de 2005 à 5,5 milliards de dollars au troisième trimestre de 2006, en baisse de 1,7 %.

Il s'agit d'une tendance lourde qui a débuté il y a déjà cinq ans. Depuis le début de 2001, les revenus

trimestriels ont chuté d'une année à l'autre tous les trimestres sauf pour les deux derniers trimestres de 2004.

Malgré des revenus à la baisse, les opérateurs traditionnels de télécommunications par fil ont réalisé des bénéfices d'exploitation légèrement plus élevés au troisième trimestre de 2006 qu'au cours de la période correspondante en 2005. Il n'en demeure pas moins que les 17,1 cents de bénéfices engendrés par dollar de revenus dans ce segment de l'industrie représentaient à peine la moitié des bénéfices générés par le sans fil.

Au cours des neuf premiers mois de 2006, les acquisitions d'immobilisations des opérateurs traditionnels de télécommunications par fil ont atteint 3,0 milliards de dollars, tandis que celles des opérateurs de télécommunications sans fil ont été de 1,2 milliard de dollars.

Dans un cas comme dans l'autre, la valeur des acquisitions d'immobilisation par dollar de revenus a été comparable à celle des neuf premiers mois de l'année précédente.

Nota : L'enquête trimestrielle des télécommunications sur laquelle est fondée ce communiqué est actuellement en remaniement. Pendant la période de transition entre l'ancienne et la nouvelle enquête, les principaux résultats continueront d'être diffusés dans *Le Quotidien*. Toutefois, la publication *Statistiques trimestrielles des télécommunications* (56-002-XIF) ne paraîtra plus.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2721.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Daniel April au 613-951-3177 (daniel.april@statcan.ca), Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique. □

Indicateurs d'exploitation sommaires

Industries des télécommunications	Troisième trimestre			Chiffres cumulés	
	2005	2006	2005 à 2006	2006	2005 à 2006
	en milliers de dollars		%	en milliers de dollars	%
Télécommunications					
Revenus d'exploitation	8 876 113	9 268 158	4,4	26 905 966	3,5
Dépenses d'exploitation	7 028 518	7 088 693	0,9	20 855 406	2,6
Bénéfices d'exploitation	1 847 595	2 179 464	18,0	6 050 560	7,0
Marge d'exploitation (%)	20,8	23,5	13,0	22,5	...
Par fil					
Revenus d'exploitation	5 616 310	5 518 643	-1,7	16 401 888	-2,7
Dépenses d'exploitation	4 695 330	4 575 468	-2,6	13 578 158	-0,5
Bénéfices d'exploitation	920 980	943 175	2,4	2 823 731	-12,0
Marge d'exploitation (%)	16,4	17,1	4,2	17,2	...
Sans fil					
Revenus d'exploitation	2 887 283	3 360 346	16,4	9 374 516	16,6
Dépenses d'exploitation	2 026 656	2 203 952	8,8	6 367 431	9,9
Bénéfices d'exploitation	860 627	1 156 394	34,4	3 007 085	34,2
Marge d'exploitation (%)	29,8	34,4	15,5	32,1	...

... n'ayant pas lieu de figurer

Lignes et abonnés

Industries des télécommunications	Troisième trimestre		
	2005	2006	2005 à 2006
	nombre		%
Lignes d'accès traditionnelles fixes¹	19 201 514	18 379 319	-4,3
Résidentiel	12 169 866	11 381 898	-6,5
D'affaires	7 031 648	6 997 421	-0,5
Lignes d'accès fixes pour 100 habitants	59,4	56,3	-5,2
Abonnés à la téléphonie mobile	15 989 282	17 610 590	10,1
Abonnés à la téléphonie mobile pour 100 habitants	49,5	54,0	9,1

1. Exprimé en équivalents de qualité téléphonique (EQT).

Transport de pétrole brut et de produits pétroliers raffinés par pipeline

Novembre 2006

Il est maintenant possible de consulter les données de novembre sur les arrivages nets par pipeline de pétrole brut et d'équivalents, de gaz de pétrole liquéfié et de produits pétroliers raffinés, sur les exportations de pétrole brut par pipeline ainsi que sur les livraisons de pétrole brut par pipeline aux raffineries canadiennes.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 133-0001 à 133-0005.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 2148 et 2191.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le

1-866-873-8789 (energ@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Papier-toiture asphalté

Janvier 2007

Il est maintenant possible de consulter les données de janvier sur le papier-toiture asphalté.

Données stockées dans CANSIM : tableau 303-0052.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2123.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1-866-873-8789 (manufact@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Nouveaux produits

Analyse en bref : «Tendances de l'emploi dans la fonction publique fédérale», n° 53

Numéro au catalogue : 11-621-MWF2007053
(gratuit).

Produit intérieur brut par industrie, décembre 2006,
vol. 20, n° 12

Numéro au catalogue : 15-001-XWF
(gratuit).

Les indices de mission canadienne à l'étranger,
mars 2007

Numéro au catalogue : 62-013-XIF
(gratuit).

Exportations par pays, janvier à décembre 2006,
vol. 63, n° 4

Numéro au catalogue : 65-003-XCB (67 \$/221 \$).

Exportations par pays, janvier à décembre 2006,
vol. 63, n° 4

Numéro au catalogue : 65-003-XPB (133 \$/441 \$).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le :

1-800-267-6677

Pour les autres pays, composez le :

1-613-951-2800

Pour envoyer votre commande par télécopieur,
composez le :

1-877-287-4369

Pour un changement d'adresse ou pour connaître
l'état de votre compte, composez le :

1-877-591-6963

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 6 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-XIF (Anglais) 11-001-XIF (Français)



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 5 juin 1997
Heure de diffusion 8 h à 10 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** 2
Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 65 déplacements au travail par les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années.
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** 5
À l'instar de la croissance de l'indice de et des emplois, le niveau de la productivité des entreprises manufacturières en 1996 fut considérablement plus élevé qu'en 1995.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 10
- Épargne sur les anticipations à court terme 10
- Ajuste de l'indice des prix au consommateur le 31 mai 1997 11
- Production d'acier, avril 1997 11

Nouvelles parutions 10




Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à lstproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2007. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.